EN GRÈVE CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

Les 18 et 25 novembre dans nos Hautes écoles

Le Conseil d'Etat vaudois prévoit de tailler dans le financement des services publics à hauteur de 305 millions en 2026 pour « maintenir l'équilibre budgétaire ». Pour la première fois depuis 18 ans, le canton boucle ses compte 2024 sur un déficit de 369 millions.

Ce que se gardent bien de dire les autorités vaudoises, c'est que l'Etat de Vaud a mené, ces 12 dernières années, une politique de baisse d'impôts et de cadeaux fiscaux (abusifs) aux plus riches et qu'il possède une fortune de plus de 2 milliards. De plus, l'an prochain, la population devrait voter sur l'Initiative des 12% qui prévoit une nouvelle salve de baisses fiscales et priverait la collectivité d'en tout cas 540 millions de francs par an.

Avec son programme d'austérité, le Conseil d'Etat vaudois s'apprête à désosser davantage les services publics. Il faut le marteler : il s'agit là d'un choix politique éclairé, au profit des plus riches, non d'une nécessité.

Le programme d'austérité est massif. Il prévoit des coupes dans beaucoup de secteurs (accueil de l'enfance, communes, enseignement, secteur social,...) et notamment :

- 22 millions pour les hautes écoles vaudoises (Unil et Hautes écoles)

S'il est impossible de dire à ce stade comment ces coupes vont se matérialiser, le SSP estime, au vu du programme d'économie de la Confédération qui touche ces mêmes Hautes Écoles, que l'on doit s'attendre à un gel des postes et à une augmentation de la précarité de l'emploi, déjà très répandue dans ce domaine. Il est aussi fort probable que le Canton de Vaud se tourne, comme le préconise le Conseil fédéral, vers une hausse des taxes d'études afin de compenser la baisse de la subvention fédérale.

La diminution du financement de nos hautes écoles met en péril nos conditions d'études. Moins d'argent investi, c'est plus d'étudiantexs par classe, des infrastructures non adaptées, des projets pédagogiques abandonnés, des conditions d'accès à la formation détériorées. C'est aussi le risque de freiner, voire faire reculer, l'octroi d'aides déjà insuffisantes comme les bourses, qui permettent aux plus précaires d'entre nous de survivre.

Rejoignez le SSP et contactez-nous à etudiant-e-s@ssp-vpod.ch

ssp vpod

NON À L'AUSTÉRITÉ !

- 24 millions pour l'hôpital public

Le CHUV subit depuis quatre ans des plans d'économies successifs qui ont amené des coupes dans les prestations aux patientexs et des baisses d'effectifs dans les services par rapport aux besoins. En économisant encore 24 millions de francs en 2026, le Conseil d'État met notre santé et celle du personnel dans une situation gravissime.

Des dizaines de millions de coupes dans la santé parapublique

Sont concernés les hôpitaux, les structures de soins à domicile, le secteur de la prévention et les EMS. Des mesures qui se traduiront clairement par des licenciements, une intensification des rythmes de travail, une dégradation des soins délivrés à la population et un exode toujours plus important des personnels qualifiés.

Lorsque nos collectivités publiques se désengagent du financement des soins, elles privatisent et renforcent la logique d'une santé à deux vitesses. D'un côté les personnes aisées qui pourront se faire soigner dans les établissements privés à but lucratifs. De l'autre, les personnes précaires qui renoncent aux soins, comme c'est déjà le cas aujourd'hui pour beaucoup d'étudiantexs, faute de moyens.

Rappelons que l'Initiative "Pour des soins forts" a été acceptée à 65% dans le Canton de Vaud. La population a ainsi exprimé clairement son souhait d'améliorer les conditions de travail des personnels de santé. Le Conseil d'Etat fait tout l'inverse et piétine la volonté populaire.

Des baisses salariales pour le personnel de l'Etat

A savoir une retenue de 0,7% sur les salaires bruts et la non-indexation des salaires en 2026, y compris dans le secteur parapublic. L'Etat est censé montrer l'exemple : lorsque les salaires se dégradent dans le secteur public, en général le secteur privé suit. Nous sommes au final touxtes concernéexs!

Nous refusons catégoriquement les mesures d'austérité annoncées par le Conseil d'Etat. Nous sommes déterminéexs à défendre nos services publics, nos hautes écoles et les conditions de travail des salariéexs des services public et parapublic.

En ce sens, nous appelons l'ensemble de la communauté de l'Unil et de l'EPFL à rejoindre le mouvement de grève des 18 et 25 novembre prochains, à se syndiquer et à s'organiser dès aujourd'hui sur son lieu de formation ou de travail !

Rejoignez le groupe Telegram unitaire UNIL / EPFL en scannant ce code QR

ssp vpod

Plus d'infos sur vaud.ssp-vpod.ch